

**DECISION DU PRESIDENT N° 223-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR LA REVISION ALLEE N°3 DU PLUIH : REALISATION D'ETUDES « LOI BARNIER » SUR LE TERRITOIRE DU PAYS DE SAINT FULGENT LES ESSARTS**

Le Président de la Communauté de communes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,  
Vu les articles L2123-1, R2123-1 1° du Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,  
Considérant la consultation lancée sur le profil acheteur marchés-sécurisés le 7 juin 2023 auprès de 3 candidats, avec une date de remise des offres fixée au 7 juillet 2023,  
Considérant le rapport d'analyse des offres et les critères d'attribution du marché (55% valeur technique, 35% les prix des prestations et 10% le délai de réalisation),  
Considérant l'offre du cabinet VOIX MIXTES de Rezé pour un montant estimatif de 33 985.00 € HT, comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'attribuer le marché relatif à la révision allégée n°3 du PLUIH : réalisation d'études « Loi Barnier » sur le territoire du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts au cabinet VOIX MIXTES de Rezé pour un montant estimatif de 33 985.00 € HT.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général, opération 7300.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 13 septembre 2023

Le Président  
Jacky DALLEY